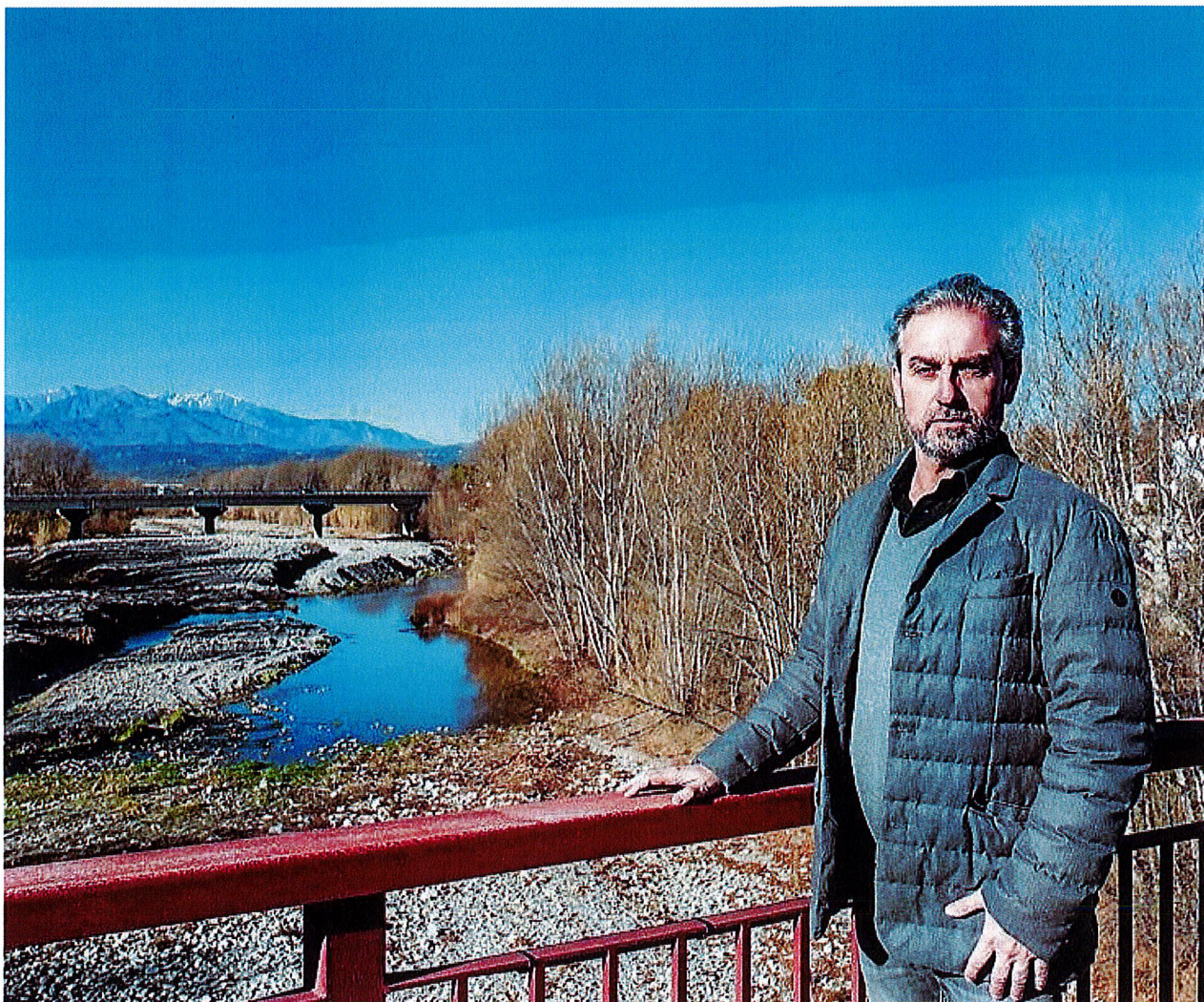


LOCALE

Sécheresse : « Il faut agir vite et il faut du courage » Le projet Eau'rizon 70

6 min



Pourquoi ce « coup de gueule » après deux ans de sécheresse dans les Pyrénées-Orientales ?

Les prélèvements d'eau en 2021, représentaient 300 millions de m³ dans le département. Depuis 5 ans, toutes les structures de bassin Tech, Têt, Agly, Réart ont fait un travail qui a permis de réduire de 25 % ces prélèvements. En 2017, on était plutôt à 400 millions de m³ prélevés. Ces 100 millions de réductions représentent, en gros, l'équivalent de notre capacité de stockage sur les zones de Vinça, Villeneuve-de-la-Raho, Caramany... Beaucoup de gens ont l'impression

que rien ne se fait, ce n'est pas vrai, agriculture, structures de bassins, élus s'organisent et travaillent sur le sujet. Sauf que l'évolution climatique fait que ce n'est pas suffisant.

C'est-à-dire ?

Sur ces années 2022 et 2023 de sécheresse, les températures sont 1,74° au-dessus des normales annuelles dans les P.-O. 20 des 23 derniers mois sont en déficit pluviométrique à hauteur de 35 % en moyenne. Au 1er janvier 2024, on était à 596 jours consécutifs sous restriction et dans la vallée de l'Agly, on est à sec depuis 11 mois. L'indice d'humidité des sols a été réduit jusqu'à moins 90 % sur les Albères en 2023. Voilà pourquoi, il faut tous aller plus loin collectivement. Depuis 10 ans, cette réalité s'accélère, on ne découvre rien. Dès 2010, l'étude Vulcain du BRGM (bureau de recherches géologiques et minières) annonçait ce type d'évolution.

Le constat est là, mais pour quelles actions ?

Il faut un plan Marshall pour l'eau, au-delà des effets d'annonce. La gestion de la ressource en eau est le défi majeur de notre territoire. Le vrai défi politique, c'est celui-là. Je pense que certains de mes collègues élus n'ont pas pris la mesure de l'état de la ressource. Il y a aussi urgence que l'État se réinvente, change de braquet et de logiciel.

N'a-t-il pas déjà mobilisé une mission ministérielle pour cela ? Elle doit rendre ses conclusions prochainement.

Elle est menée par des gens de qualité. Mais, elle arrive trop tard par rapport à ce qui nous attend cet été. Il fallait poser les bilans, mesurer la ressource en septembre 2023 et lancer immédiatement un plan d'actions. Là, nous sommes fin janvier 2024... Il y a urgence à agir et il faut du courage. Tout cela sans certitude péremptoire. Sur l'eau, c'est tellement compliqué, qu'il faut garder de l'humilité. En 2013, par exemple, nous avons eu un débat qui a jugé que nous n'avions pas besoin du tuyau de l'eau du Rhône, qui s'arrête dans l'Aude, dans la

situation que l'on vit aujourd'hui, cela aurait quand même été une alternative. Un choix politique a été fait le refusant. Je parle bien du débat politique, pas du refus du monde agricole de 2008 qui s'inquiétait de cet apport d'eau en pleine situation de distorsions de concurrence. Celui de 2013 n'était pas le même. Soyons dans l'expérimentation, avec de la souplesse, et c'est là qu'il faut que l'État nous aide.

Comment ?

Il faut un discours vérité. Il est important de tordre le cou aux solutions simples. Il n'y a pas de solution unique, mais une combinaison de différentes actions qui ne sauraient exonérer les territoires d'une sobriété renforcée. Il faut que l'on fasse tous des efforts.

La réutilisation des eaux usées traitées (Reut) est une de ses solutions avancées...

Oui, mais en priorité sur le front de mer, car en arrière-pays, cette eau sert de soutien d'étiage. Par exemple, sur certains secteurs, 50 % de l'eau du Tech sort des stations d'épuration. Si elle vient à manquer... L'eau des stations des communes du littoral part, elle, directement à la mer. On a sur Saint-Cyprien et Argelès l'équivalent de 6 millions de m³ d'eau qui pourraient être récupérés sur les stations d'épuration. Ce n'est pas anodin sur des secteurs en plus très urbanisés. Si on peut utiliser cette ressource pour l'arrosage ou des usages agricoles, c'est quand même intéressant.

Les réserves collinaires sont une autre alternative ?

On ne parle pas de bassines où l'eau est pompée dans le pliocène ou le quaternaire, les réserves collinaires auraient vocation à se remplir par gravitaire (récupération des eaux de pluie). C'est bien sûr un outil utile mais il faut être clair, entre les opérations foncières, les financements et le prix du m³ qui sortira, je ne suis pas certain que le monde agricole s'y retrouve. Je me demande aussi comment on les aurait remplies depuis deux ans. Là aussi, l'État doit participer financièrement. C'est cela un plan Marshall, l'État doit aider les catégories socio-

professionnelles à assurer leur transition. Il n'y a que l'État qui peut le faire. Soyons clairs, agriculture et tourisme marchand sont deux piliers de notre département qu'il faut accompagner dans ces transitions et, encore une fois, pas les opposer. Là aussi, pas d'avis péremptoire : l'agriculture représente 80 % des prélèvements, contre 16 % pour l'eau potable, dont 2 à 3 % pour le tourisme. Mais, le tourisme, c'est surtout en été où la ressource est au plus bas.

Quelle doit être selon vous la feuille de route ?

Mettre en pause l'urbanisation, accompagner la transition de l'agriculture vers l'agroécologie, mettre en place des solutions fondées sur la nature – un exemple une zone humide permet de stocker de l'eau en la restituant lentement quand on est en période d'étiage –, rechercher des ressources complémentaires et ne rien s'interdire, même, pourquoi pas, la dessalinisation. Allons-y vite, mais ne mentons pas aux gens, il faut d'ores et déjà dire à tous que cela aura un coût important pour tous. Que personne ne s'imagine que ce sera inodore ou incolore. Dans ce département, on ferait mieux parfois de financer des réserves collinaires ou de la Reut que des festivals ou des parcs aquatiques qui ne sont plus dans l'air du temps. L'idée n'est pas de tout interdire, mais de dire à l'État de mettre des moyens financiers pour transformer l'essai, parce que l'on est le département le plus exposé aujourd'hui et le laboratoire de ce qui se passera progressivement ailleurs.

Thierry Boulidoire

« Il y a plus de deux ans les trois vallées Tech, Têt, Agly et d'autres acteurs se sont réunis pour lancer une grande étude sur les problématiques du réchauffement climatique et de la ressource en eau », mobilise Alexandre Puignau. « L'objectif est de partager avec le plus grand nombre la situation de notre département, que l'on soit d'accord sur l'état des lieux et que l'on trouve des solutions ensemble. Le monde agricole, les associations environnementales,

les élus, les techniciens y participent. C'est quand on se confronte que l'on trouve des solutions pérennes loin des réunions feutrées. Il faut s'en inspirer ».

Président du syndicat du Tech, maire des Cluses, Alexandre Puignau met les pieds dans le plat de la sécheresse. Celui qui est aussi référent dans les Pyrénées-Orientales du parti d'Édouard Philippe, Horizons réclame « un plan Marshall pour l'eau ». « Il est urgent d'agir. L'État doit mettre des moyens financiers parce que l'on est le département le plus exposé aujourd'hui et le laboratoire de ce qui se passera progressivement ailleurs », milite celui qui est aussi professionnel du tourisme. Une mise en bouche avant une réunion demain en préfecture baptisée : « La gestion de la ressource en eau, bilan 2023 et perspectives 2024 »

« Dans la vallée de l'Agky on est à sec depuis 11 mois »

« Dans ce département, on ferait mieux de financer des retenues collinaires que des festivals ou des parcs aquatiques »

